

CES d'ESPAGNE

« EUROPE 2020 »

Madrid, octobre 2011

## Intervention du Secrétaire Général du Conseil Economique et Social de Grèce.

---

Mesdames Messieurs après avoir entendu les interventions de mes prédécesseurs je ne pense pas qu'il serait utile de décrire ici le système de la formation professionnelle de mon pays. D'ailleurs, vous pouvez -si intérêt il y a- trouver quelques éléments dans le document que j'ai déposé au secrétariat de la conférence. Par contre je voudrais partager avec vous quelques réflexions sur deux choses qui me semblent essentielles :

Primo, le rôle de mon Conseil dans le débat sur l'orientation que devrait prendre la formation professionnelle dans les années à venir dans mon pays après l'expérience entre autres de la pratique de la dite "méthode ouverte de coordination". J'ai l'impression que la formation professionnelle se positionnera en relation étroite avec l'innovation et l'entrepreneuriat. Car dans mon pays nous sommes en train de chercher un nouveau modèle de production.

Secundo, je voudrais mettre l'accent sur le rôle du contexte général sur les décisions des entreprises grecques pour une série de choses dont notamment la formation.

Par formation professionnelle je distingue la formation initiale de la formation continue. La formation initiale dans mon pays est postsecondaire et a lieu dans plus de 200 instituts de formation (IEK). Elle est sous-estimée car le rêve de tout grec est de voir son enfant devenir avocat ou ingénieur.

La formation continue par contre a un autre rôle. Elle est financée par le ESF, le European regional development Fund et le Budget de l'Etat. Elle comporte un réseau de plus de 500 entités appelées Centres de formation professionnelle (KEK), la majorité étant privés et d'autres +- 50 publiques, accessibles aux demandeurs d'emplois etc.

Notez que dans le système de la formation professionnelle à part de l'état, les partenaires sociaux interviennent considérablement et participent activement du stade de la planification jusqu'à l'application du système (voire dans les conseils d'administration d'une série d'instances publiques qui le gèrent).

Le Conseil grec a émis tout une série d'avis sur presque tous les projets de lois afférents à la formation professionnelle depuis 1995. Mais c'était la belle époque.

Or, le contexte change et l'état actuel de la crise est tel dans mon pays qu'on a le sentiment d'être devenus des cobayes, des sujets d'expérimentation.

Tant bien que mal, en partant de ce point il faudra reconstruire, réinventer des "constantes" car il y a eu tant de circonstances atténuantes dans le passé que nos décideurs politiques avaient perdu leur orientation...bien sur, j'exprime ici des opinions personnelles.

Maintenant on devra forger une vision et une boussole vers la croissance et le bien être des citoyens en évitant les erreurs du passé. La Stratégie pour l'Europe 2020 pourrait en être certainement une.

Puis, c'est le moment de changer les structures, celles qui ne marchaient pas qui étaient lentes, inutiles ou obsolètes même mais qui coutaient de l'argent encore pire dépensaient de l'argent avec un résultat médiocre.

Pour cela et je reviens au premier point évoqué c'est à dire sur le rôle du dialogue social institutionnel, pour vous dire que le système politique semble ne pas être en mesure d'introduire et surtout d'appliquer les réformes nécessaires, sans un consensus large de la société organisée. Il est urgent de construire un consensus social en faveur du développement et pour la gestion optimale du potentiel en ressources que le pays dispose.

Le Conseil grec n'est pas observateur des évolutions. Sous la direction éclairée du Président Polyzogopoulos, nous sommes sur le point d'établir les bases pour une sorte de vademécum, un contrat pour la croissance et la cohésion social qui sera concerté et agréé par les partenaires sociaux avec une thématique précise.

Je m'explique,... nous avons eu récemment une étude sur les perspectives de la Grèce d'ici 2020 par Mc Kensey qui donne des orientations, des opportunités-vecteurs et des secteurs stratégiques qui sont porteurs d'avenir pour le pays, c'est le tourisme et le real estate, l'agro-alimentaire, les transports, l'énergie et les matériaux pour en citer quelques-uns. En focalisant sur ces vecteurs, la Grèce pourrait progressivement dégager jusqu'à 50 mlds d'euros de plus value et créer de places de travail d'ici 2020. Mais des réformes sont nécessaires à plusieurs niveaux, c'est la condition sine qua non.

La formation professionnelle est liée à ce qu'on appelle "société des connaissances" et en Grèce le capital humain est hautement qualifié, la formation professionnelle doit alors s'inscrire dans le projet que je viens d'expliquer car sa place est centrale puisqu'elle va de paire avec l'entrepreneuriat et l'innovation. C'est l'esprit

prométhéen, l'esprit innovateur...on l'a dans la marine marchande mais elle fonctionne au niveau mondial et pas national. La Grèce devra devenir plus extravertie, son passé l'oblige...Puis, nous savons que les entreprises décident stratégiquement en conjuguant deux forces : l'isomorphisme et l'hétéromorphisme.

Voici, si vous voulez bien quelques chiffres: 95% des entreprises de mon pays sont des PME . Comment les associer à la recherche et à l'exportation quand les moyens financiers manquent?

Vous voyez que l'influence du contexte est primordiale et décisive. Depuis deux ans des milliers de PMS ont fermé boutique, c'est comme la peste. La consommation privée a chuté par la crainte du lendemain et le chômage a augmenté pour arriver à 18%.

Puis ; la Grèce est un pays vieillissant avec une espérance de vie de 80 ans pour sa population, les jeunes de -25 ans sont une minorité et le chômage des jeunes dépasse celui de la moyenne. La formation professionnelle concerne alors tant les seniors que les jeunes. La clé de voute devrait être en principe la "solidarité intergénérationnelle",... pour la survie du système de retraites et pour combattre la pauvreté.

Les entreprises doivent tenir compte de ces choses-là, pour valoriser les ressources humaines, le capital experience des seniors et les connaissances des jeunes. Alors la formation et le transfert des connaissances deviennent des éléments centraux pour les décideurs des entreprises, si on suit cette optique qui a comme base théorique la RBV d'Edith Penrose ou de Barney.

Mais, tout ça nécessite un financement, le système bancaire devra être en mesure d'assurer son rôle. Surtout quand on parle des PME.

Je reviens aux partenaires sociaux pour vous communiquer une bonne pratique. Ils se sont mis d'accord pour créer un fond commun qui s'appelle LAEK en faveur de la formation continue. C'est le 0,45% des cotisations patronales et travailleurs sur les salaires et ça a marché pendant des années remarquablement bien.

Aujourd'hui la situation est paradoxale.

Il manque de la liquidité dans le marché, il manque une demande suffisante pour stimuler l'offre, les prix ne sont plus le levier car pour beaucoup de biens et de services la tva est passée à 23% et puis on surtaxe pour combler les déficits publics.

La "destruction creative des entreprises" comme dirait Schumpeter ne peut pas se réaliser dans un climat pareil.

Nous au CES, dans les limites de notre rôle institutionnel et de nos moyens nous essayons de relancer l'idée du "Contrat social pour le développement durable et la cohésion sociale" qui devra être "smart"- "sustainable" et "inclusive". Une sorte de vadémécum, thème par thème, pas à pas. Qu'une fois adopté et agréé par les parties prenantes, on proposera aux décideurs politiques et à la société toute entière. En ce moment c'est notre contribution à l'effort de la société grecque pour sortir de l'impasse dans lequel elle se trouve dans une Europe qui cherche à retrouver son âme et son rôle dans un monde qui change de jour en jour.

Je vous remercie pour votre patience.